

COLLÈGE INTERARMÉES DE DÉFENSE



L'Estonie et la Suède ; leur politique de sécurité au sein de l'élargissement des organisations occidentales.

Mémoire de géopolitique
du capitaine de corvette Patrik SELLING
dans le cadre du séminaire « Géopolitique et idéologie »

Directeur : Monsieur Jean-luc POUTHIER

Avril 2002

L'Estonie et la Suède ; leur politique de sécurité au sein de l'élargissement des organisations occidentales.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTI : L'ESTONIE ET LA SUEDE

Les données géopolitiques de l'Estonie

La politique de sécurité de l'Estonie

Les données géopolitiques de la Suède

La politique de sécurité de la Suède

DEUXIEME PARTI : LES ORGANISATIONS OCCIDENTALES

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les changements après la chute de Mur

L'adaptation de l'OTAN au nouvel environnement

L'Union européenne et la politique de sécurité

Les défis de l'UE

TROISIEME PARTI : LES CONCLUSIONS

L'Estonie et la Suède

L'OTAN et l'UE

Deux scénarios pour l'avenir des alliances

INTRODUCTION

Les plus importants challenges d'Europe aujourd'hui sont l'élargissement des organisations européennes. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN) et l'Union européenne (L'UE) sont les deux en train de faire des élargissements et toutes deux organisations ont l'ambition de voir adhérer tous les anciens pays communistes, presque doublant le nombre de leurs membres. C'est à dire, il est temps d'aborder la troisième phase dans l'unification de l'Europe. C'est aussi la troisième phase vers une fin de la seconde guerre mondiale et l'établissement d'une sécurité européenne commune.

Pour la région nordique les élargissements sont importants. D'abord on espère qu'ils vont renforcer la sécurité vis à vis du vieil ennemi la Russie, l'ancienne Union soviétique. Mais les pays nordiques voudraient aussi voir une croissance économique qui peut ajouter de la stabilité à la région. Puis le but est une plus grande coopération afin de combattre les problèmes de l'environnement et de la criminalité organisée. En même temps l'évolution des Alliances va influencer la situation géopolitique de l'Estonie et la Suède considérablement. D'abord, elles doivent déléguer leur pouvoir national aux organisations supranationales, une chose qui ne sera pas facile, notamment pour la Suède avec son histoire de pays neutre et indépendant. Ensuite elles ont dû commencer à changer leur structure politique d'intérieure, selon des demandes des organisations. Enfin les élargissements changeront fondamentalement la situation politique de la région, donc ils changeront les présupposés de la diplomatie estonienne et suédoise.

Mais les élargissements vont aussi changer les organisations, elles-mêmes. Pour l'Union européenne, l'élargissement sera une réforme coûteuse et il demanderait une restructuration importante, notamment dans le domaine de l'agriculture. L'OTAN rencontrerait des difficultés en cas d'un élargissement réussi. En premier lieu, il est transformé en une organisation plus politique que militaire, donc il aurait des problèmes à maintenir une capacité dissuasive pour la protection des nouveaux pays membres. En deuxième lieu, la raison de la création de l'OTAN va disparaître, si l'élargissement était une réussite. Donc, ses missions futures resteraient à définir. Tous ces changements ont donné une situation complexe mais intéressante. On peut s'envisager plusieurs évolutions possibles. On peut aussi se demander s'il y a une possibilité pour les petits pays d'influencer cette situation.

1. L'ESTONIE ET LA SUEDE

L'Estonie est un jeune et petit pays avec une culture et une identité forte. Toujours la proie des grandes puissances en Mer Baltique, elle n'a vu l'indépendance qu'entre 1921 et 1940 puis après 1990. Avec une population de seulement 1,4 millions d'habitants aujourd'hui et une géographie défavorable pour une défense militaire, elle s'est trouvée souvent envahie ou traversée pendant des guerres entre les grands pays voisins.

1.1 Les données géopolitiques de l'Estonie

Malgré les longues périodes comme de servitude, les Estoniens ont réussi à maintenir une forte cohésion entre eux. Grâce à une langue particulière et vivant dans un pays éloigné des grands axes du monde, ils sont restés un groupe homogène et bien séparé de leurs envahisseurs. En ce qui concerne la religion, l'Estonie est un pays protestant, comme les pays scandinaves. Les Estoniens sont le dernier peuple en Europe devenu chrétien. C'était les ordres des chevaliers teutoniques qui les ont converti par la force au treizième siècle. L'Estonie a eu beaucoup d'envahisseurs : les Allemands et les Danois, ensuite les Suédois suivis par les Russes. Les pays baltes ont toujours constitué pour la Russie « une fenêtre sur l'Occident ».¹

La période d'indépendance entre les deux guerres mondiales a été marquée par les bouleversements en Europe et dans le monde. La liberté, obtenue grâce à une guerre contre l'Union soviétique, a donné la possibilité d'approfondir et de développer la culture estonienne. Mais concernant la politique de sécurité les enseignements de la période 1918-1940 ont montré la vulnérabilité des petits pays qui habitent à côté d'une grande puissance. A cette époque la coopération entre les pays Baltes a été faible ou inexistante. A cause des pressions des communistes soutenus par l'Union soviétique et de l'extrême droite estonienne, l'Estonie est devenue une dictature en 1934.² Aujourd'hui on essaye d'éviter une telle évolution, donc la neutralité n'est pas une option pour les pays Baltes.

¹ LACOSTE Yves (Sous la direction de), Dictionnaire de Géopolitique, Flammarion 1995
page 250

² Jaan Tõnisson Institute, Jaan Tõnisson, Site Internet http://www.ngonet.ee/jti/jt/jt_who.html

Après la première période d'indépendance, entre les deux guerres mondiales, l'Estonie est devenue une part de l'Union soviétique. Cette dernière période était extrêmement dur pour les Estoniens. Cela a commencé par l'occupation du pays, puis la déportation de plus de 10 000³ Estoniens vers les camps en Sibérie et l'éloignement des élites politiques et culturelles. Le but a été de décapiter les trois nations baltes, donc de détruire l'âme de leurs nations. Pendant la seconde guerre mondiale, près de 100 000 estoniens étaient réfugiés à l'Ouest, soit 9 à 10 % de la population. Après la guerre les déportations vers l'Est ont continué mais les déportés sont encore plus nombreux qu'en 1940-41.

L'Union soviétique plaçait les industries lourdes et polluantes en Estonie, et avec les entreprises arrivaient les techniciens et travailleurs russes en masse. Aujourd'hui environ 65 % de la population sont des Estoniens et plus de 30 % viennent des anciens pays soviétiques.⁴ Les Russes se sont installés dans les villes. Ils n'ont pas montré une volonté d'apprendre la langue estonienne ni un intérêt de se mélanger avec le peuple estonien. L'installation des industries lourdes en Estonie a contribué à une pollution grave et c'était le mouvement écologiste qui a commencé faire la résistance contre les autorités soviétiques. La libération de l'Estonie est conduite avec détermination mais sans violence. Le 6 septembre 1991 est le jour d'indépendance et le dernier soldat russe a sorti en 1994.⁵

1.2 Les années de l'indépendance

Pendant les premières années de l'indépendance dans les années 90, les pays Baltes ont connu des problèmes grave et concrètes. D'abord ce fut une très forte détérioration de la situation économique⁶. Les nouveaux gouvernements ont lancé des réformes considérables pour remplacer rapidement le système communiste par des systèmes plus occidentaux. Mais la politique était controversée, en raison d'une grande augmentation des prix d'alimentation. Ensuite la citoyenneté d'immigrants Russe était une question difficile et les autorités estoniennes décidaient d'introduire des législations assez restrictives. Cette mesure a provoqué des manifestations. La naturalisation est encore un sujet délicat et important. Enfin, le retrait des troupes ex-soviétiques des pays Baltes a aussi été une question épineuse.

³ Champonnois/ de Labriolle, 1997, page 205

⁴ op.cit. page 258

⁵ The World factbook- CIA

⁶ Dictionnaire de géopolitique, page 250

La Russie a dû quitter trois bases navales et environ 130 000 militaires russes ont dû partir. Outre l'humiliation russe, il s'agit d'économie, notamment l'incapacité russe d'héberger et de nourrir ses propres forces et leurs familles.

Donc, l'Estonie a vite vu que sa sécurité est dépendante de plusieurs facteurs différents : l'économie, la législation, le soutien des grandes puissances de l'Ouest etc. Ces derniers l'ont aidé, pressant la Russie d'accélérer le retrait de ses troupes.⁷

En conclusion, il est étonnant que cette nation ait pu conserver sa culture et sa langue en dépit de la puissance des influences extérieures. Le peuple Estonien est homogène et le pays a montré une stabilité considérable, mais le grand nombre de Russes en Estonie est encore une source d'incertitudes. L'Estonie et les autres pays Baltes ont montré une stabilité remarquable, mais il existe encore des risques pour de fortes tensions politiques ou la violence. Les difficultés de sécurité de la région viennent de trois domaines⁸. D'abord il y a un déséquilibre géopolitique entre les pays Baltes et la Russie concernant la puissance, l'économie et la religion. La différence est grande, presque énorme, et les pays Baltes savent comment vivre à côté d'un grand pouvoir, mais les différences elles-mêmes seraient sources d'instabilité. En revanche, la différence de niveaux de vie entre les pays Baltes et la Russie est aussi grande⁹, seulement dépassée en Europe par la différence entre la Russie et la Finlande. Une telle situation pourrait être source d'instabilité, par exemple par des migrations ou par une augmentation de la criminalité organisée.

Ensuite la mer baltique joue un rôle clé. Les Russes souhaitent l'accès de la Baltique mais, au contraire, selon les pays baltes, elle devrait être incluse dans la zone OTAN ou Europe de l'Ouest. Il ne faut pas oublier que les pays Baltes constituent dans l'histoire une région toujours lorgnée par les Russes.

Enfin l'histoire vit toujours et la minorité russe continue à donner des soucis dans les relations entre Russes et Baltes et entre Baltes et Européens.¹⁰ Il existe une méfiance considérable parmi les Baltes envers la Russie et la lenteur de la Russie à ratifier les accords frontaliers avec l'Estonie et la Lettonie n'a fait que renforcer à la méfiance.¹¹

⁷ Dictionnaire de géopolitique, page 251

⁸ JURGUTIS Commandant Gediminas, page 4.

⁹ La Commission Européenne, « Une dimension septentrionale... », Bruxelles 25/11/98.

¹⁰ Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Estonia, « The European Commission ... », 17/01/2002

¹¹ JURGUTIS Commandant Gediminas, page 15.

Au fond il serait que la Russie, par rapport des pays baltes, suit toujours des raisonnements qui datent de l'époque communiste ou avant. Il existe un complexe d'encerclement par le monde occidental.¹² Les origines des différences pourraient aussi être trouvées dans la géographie de religions, car la frontière entre les pays Baltes et la Russe, est aussi la frontière entre le protestantisme et le catholicisme à l'Ouest et la religion orthodoxe à l'Est.

1.3 La politique de sécurité de l'Estonie

Pendant les premières années en tant que nation indépendante, l'Estonie a montré la forte ambition de devenir un pays moderne de l'Ouest. Elle, et les autres pays baltes, sont rapidement devenues membres d'ONU en 1991 et l'Estonie a participé au Conseil de Coopération Nord Atlantique (CCNA) dès la première réunion la même année et elle a partagé au Partenariat Pour la Paix (PPP) depuis le lancement en 1994.¹³ Concernant l'Europe, l'Estonie a été admise au Conseil de l'Europe le 13 mai 1993¹⁴ et en 1995 l'Estonie et l'Union européenne ont signé un « Association Agreement », puis l'Estonie a posé sa candidature pour l'UE.¹⁵

Le noyau de la politique de sécurité estonienne est l'ambition de changer la perception et l'image de l'Estonie dans le monde occidental,¹⁶ et cette politique a connu des réussites.¹⁷ L'Estonie voudrait changer son image internationale afin de se transformer en un pays de l'Ouest. L'idée est que si l'Estonie est attaquée ou menacée, les populations de l'Ouest réagiront comme il s'agissait d'une attaque ou une menace contre eux même.¹⁸ Pour les dirigeants estoniens il est évident que la réussite de sa propre politique demeure dans la qualité de leurs propres préparations. Les défis majeurs sont d'augmenter le budget de défense estonienne et l'exécution des réformes législatives. Il s'agit de trois choses. D'abord d'éviter de rester dans une zone grise entre l'Ouest et l'Est, comme entre les deux guerres mondiales. Il est important pour l'Estonie de devenir membre d'un grand bloc ou de la société occidentale qui peut l'aider et la soutenir en cas de l'insécurité ou de la guerre.

¹² SVENNEVIG Tormod Petter, Sikkerhet og samarbeid ...n, Den Norske Atlanterhavskomiteé, nr 10-2000.

¹³ Estonia and Nato- from partnership to membership, Estonian foreign ministry, 17/10/2001

¹⁴ Dictionnaire de géopolitique, page 580

¹⁵ Estonia and the european union, Estonien foreign ministry 25/07/2001

¹⁶ ILVES, Thomas Hendrik, Ministre de Diplomatie d'Estonie, « Estonias main foreign policy priorities »1999

¹⁷ KRAUZE Jan, « Après le 11 septembre, une nouvelle Russie ? », Le Monde, 01/12/2002

¹⁸ Ilves, Thomas Hendrik, Estonia's main foreign policy, Juin 1999.

La neutralité n'est pas une alternative pour l'Estonie. L'adhésion à l'OTAN est l'objectif stratégique le plus important. L'OTAN pourra devenir le contrepoids du pouvoir russe, mais ni les Russes ni les Baltes et surtout pas l'OTAN, voudraient voir un nouveau rideau de fer dans cette région, donc l'influence de l'OTAN serait plutôt sur le niveau politique. Pour l'Estonie, l'intégration européenne et le lien Transatlantique sont indivisibles, donc les relations vis-à-vis les Etats-Unis sont importantes. Ensuite l'établissement d'une structure efficace en ce qui concerne le libre échange, l'économie et la législation, est un fond pour avoir la possibilité de conduire une politique de sécurité indépendante. L'Union européenne est l'acteur le plus important concernant l'évolution économique et civile. Donc l'UE a une fonction indirecte en matière de sécurité. En fait, c'est l'UE qui constitue la grande différence entre les années 30 et les années 90 en Europe. De plus, l'Estonie voudrait devenir membre de la OMC, parce que ce sera la preuve que son système économique et commercial est en accord avec les régulations occidentales. Enfin il est nécessaire de créer les conditions favorables aux exportations estoniennes. En premier lieu il s'agit d'établir une production moderne qui puisse construire des produits convenables pour l'export. En second lieu il faut avoir accès aux marchés mondiaux et y placer ses produits, c'est à dire qu'il faut avoir un climat favorable aux entrepreneurs. Ici, mais aussi dans les autres domaines, il est essentiel de soutenir un commerce, non pas seulement avec les pays occidentaux mais aussi avec les voisins Baltes, la Russie et les autres pays de l'Europe de l'Europe centrale et orientale.¹⁹

En outre, il est bon de noter les facteurs qui n'ont pas une place centrale dans la politique de sécurité estonienne. En premier lieu, bien que la défense ait la tâche de défendre le pays, aujourd'hui elle n'est pas garantie contre une attaque russe. Or sa coopération avec l'OTAN au sein de la PPP est une façon, parmi d'autres, de moderniser le pays et de l'aider dans son effort de changer l'image de l'Estonie dans le monde. En second lieu, il ne s'agit pas de d'obtenir une protection nucléaire de l'OTAN. Ce serait une trop grande provocation contre la Russie. En revanche, l'article cinq de l'OTAN est souhaité, mais le contexte politique est plus important que la dimension militaire. De plus, depuis 1994, la politique des pays baltes envers la Russie, est devenue secondaire, puisque leur objectif principal est l'adhésion aux alliances occidentales, mais aussi parce que la Russie a montré peu de volonté d'accepter leur indépendance et leur droit d'un libre choix.²⁰

¹⁹ ILVES, Thomas Hendrik, Ministre de Diplomatie d'Estonie, « Estonias main foreign policy priorities » 1999

²⁰ JURGUTIS Commandant Gediminas, page 15,19-20.

Les pays baltes ont fait l'effort de travailler ensemble dans plusieurs domaines pour montrer une volonté commune bien qu'ils sont des pays très différents. En raison de leurs populations réduites, la coopération de défense est particulièrement précieuse, mais en même temps, ils améliorent leur interopérabilité et facilitent le soutien des pays occidentaux. Les pays Baltes ont créé un bataillon baltique (BALTBAT), une flottille baltique (BALTRON), un réseau de surveillance de l'air (BALTNET), un collège de défense baltique (BALTCOL), une structure de commandement avec le soutien d'Allemagne (BALTCCS), un système d'informatique pour gérer la conscription (BALTPERS) et un organisme de santé militaire (BALTMED), les deux derniers avec le soutien de la Suède. L'établissement de toutes ces structures a forcé les pays Baltes à prendre leur propre responsabilité pour leurs forces armées et à établir des plans à long terme pour assurer le financement et le management.²¹ En ce qui concerne l'Estonie, elle a participé aux missions extérieures et depuis 1995, elle a contribué avec plus de 800 militaires en Albanie, en Georgie et à Kosovo.²² De plus elle participe annuellement aux exercices navals en mer baltique et en mer du nord.

1.4 L'adhésion aux grandes Alliances

Aujourd'hui, l'Estonie est engagée dans presque toutes organisations occidentales et globales que l'on peut trouver. Elle a fait de grands efforts pour remplir les devoirs stipulés en la candidature à l'OTAN et à l'UE. Les processus d'adhésion aux grandes Alliances ont abouti à des évolutions positives. D'abord l'Estonie a été forcée de modifier et de moderniser sa législation dans plusieurs domaines, donc son adaptation à une société de l'Ouest est bien en cours. Ensuite, la situation a donné à l'Estonie une audience mondiale. Donc la voie vers les Alliances est presque aussi importante que l'adhésion elle-même. Enfin l'élargissement a permis la coopération régionale de s'agrandir. Les pays voisins, déjà membres de l'Union européenne, ont considérablement soutenu le pays dans les différents domaines, par exemple, de la lutte contre la pollution à la contribution des armes et des matériels militaires. Les donateurs, à ses côtés, trouvent qu'il est avantageux que la région évolue et qu'elle devient plus stable. Leur influence dans l'Union européenne pourrait aussi augmenter.

²¹ Estonian Ministry of Defence, « Baltic Defence Co-operation »

²² Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Estonia, « Estonia and Nato- from partnership... », 17/10/2001

1.5 Les données géopolitique de la Suède

Dans le cas suédois, la situation géographique a toujours joué un rôle important dans l'histoire. En particulier la proximité de grandes puissances, notamment la Russie et l'Allemagne, a été, et est encore, un facteur vital. La Suède est située à la lisière de l'Europe, isolée par la mer Baltique, qui de tous temps lui a offert sa protection. Le pays était peu peuplé mais il était riche grâce à sa grande superficie, à ses forêts et à ses mines de fer et de cuivre. La richesse repose aujourd'hui sur une très bonne infrastructure. Jusqu'aux années 90, la superficie du pays a exigé des armées relativement importantes composées grâce au service militaire. La géographie et le climat ont produit un peuple et une culture homogène. Presque 90 % de la population sont chrétiens mais presque toutes les traditions ont leur origine dans la période païenne, comme les fêtes de la moisson ou les fêtes de la lumière. Ce n'est qu'après les années 50 que la Suède a vu une immigration notable.

Les racines de la Suède remontent à la période des Vikings et au Moyen Age avec la fondation de la capitale Stockholm au XIIIe siècle. Les bases de l'Etat national suédois ont été achevées au début du XVIe siècle par le roi Gustav Vasa. Depuis 1522, la Suède telle qu'elle apparaît aujourd'hui, n'a jamais été envahie, mais elle a connu de nombreuses guerres civiles et elle a participé à de nombreux conflits extérieurs. Au cours du XVIIe siècle, la Suède a eu une période de grandeur. Elle a essayé d'englober la mer Baltique et elle est devenue l'une des toutes grandes puissances du nord de l'Europe. Au début du XVIIIe siècle, la Suède a perdu la plus grande partie de ses provinces d'Outre Baltique et sa souveraineté s'est réduite à un territoire correspondant à celui de la Suède et de la Finlande d'aujourd'hui. Au cours des guerres napoléoniennes, elle devait finalement céder la Finlande à la Russie. En compensation de cette perte, le tsar russe promettait la Norvège en retour. Les Norvégiens n'étaient pas enthousiastes mais après une rapide campagne militaire, une union a été formée entre les deux pays. La guerre contre la Norvège est la dernière guerre à laquelle la Suède a participé. La Suède a depuis adopté une politique de neutralité, ce qui correspondait à un changement de la situation géopolitique et stratégique. La politique de neutralité a été consolidée au cours de la première guerre mondiale. La Suède a évité d'être impliquée et la Finlande est devenue un pays indépendant et par conséquent un tampon entre la Suède et l'Union soviétique. Le bilan du premier conflit s'est révélé, en terme de sécurité, particulièrement favorable.

Pour la population suédoise, la seconde guerre mondiale apparaît comme un conflit entre dictature et démocratie. A ce titre, la Suède aurait pu être tentée de prendre parti, mais l'attaque allemande contre le Danemark et la Norvège et la situation de la Finlande, en diminuant sa liberté d'action, l'ont contraint à la neutralité. En 1945, la Suède et la Suisse restaient les seuls pays d'Europe qui n'étaient pas impliqués dans la guerre ce qui attestait du bien-fondé de leur choix. Après 1945 la Norvège, le Danemark et la Suède ont entamé des négociations concernant une alliance nordique, mais à cause des différents enseignements de la guerre ces négociations n'ont pas abouti et la Suède a maintenu sa neutralité, les deux autres Etats adhérant à l'OTAN.

En qualité de pays non-aligné entre les deux blocs, la Suède a pu jouer une carte personnelle sur la scène internationale. Cela a rendu possible un engagement fort en faveur du désarmement et du Tiers-Monde. Concernant les rapports avec les deux super puissances pendant la Guerre froide, la position suédoise a fait l'objet de critiques provenant de ceux qui pensent que les actions de l'OTAN et des Etats-Unis sont la cause majeure de l'effondrement de l'Union soviétique. Les critiques ont dit, à ce sujet, que la politique suédoise a conduit à composer avec des dictatures, notamment des dictatures communistes et gauchistes. La neutralité a aussi demandé une défense forte et indépendante. Ainsi la Suède a développé pendant la Guerre froide une des plus fortes forces aériennes d'Europe. Les bouleversements qui ont eu lieu à fin des années 80 et au début des années 90 ont changé les fondements de la politique de sécurité suédoise. L'adhésion de la Suède à l'Union européenne en 1995, correspond à la diminution de l'indépendance suédoise dans le domaine de la politique étrangère.²³

²³ LINDEVALL Lieutenant-colonel Johan, La politique de sécurité de la Suède depuis 1809, 190 sans guerre, Mémoire de géopolitique, Collège Interarmées de Défense, Paris, 2000.

1.6 La politique de sécurité de la Suède

Traditionnellement la politique de sécurité suédoise est construite autour de deux domaines : la neutralité et une défense forte. En ce qui concerne la neutralité, la diplomatie suédoise comprend trois niveaux. Tout d'abord, la Suède reconnaît le principe de la prééminence de l'ONU pour traiter les affaires liées à la sécurité dans le monde.

Ensuite, elle s'appuie sur la prise en compte du contexte euroatlantique qui se décline en, d'une part, la coopération européenne et, d'autre part, la coopération atlantique. Enfin elle conserve une vision nordique, parce que les pays nordiques ont des liens culturels mais aussi parce que la région nordique est considérée, depuis la Guerre froide, comme un théâtre à part entière.²⁴

La vision de l'ONU comme acteur très important est un facteur essentiel de la politique de neutralité. La Suède considère que c'est l'ONU qui doit être la base judiciaire du monde, et non pas les grandes puissances comme les Etats-Unis ou l'ancienne union soviétique. Selon la politique suédoise, le bon fonctionnement de l'Organisation est un facteur majeur pour obtenir un monde plus stable et plus sûr. En particulier, son engagement pour les pays du Tiers Monde a été important.²⁵ Dans ce cas là, la défense suédoise a une tradition longue concernant la gestion de crise. Depuis les années 50 elle a contribué avec des militaires en casque bleu dans les crises aux quatre coins du monde, par exemple au Congo, à Chypre et au Liban. En matière de l'économie, la Suède a toujours encouragé le libre échange et le commerce ayant un pilier pour l'exportation suédoise et la prospérité globale, notamment au Tiers Monde. A cette fin, la Suède soutient le travail au sein de l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce), le FMI (l'Institut monétaire international) et la Banque mondiale.

Si l'ONU est le cadre juridique, l'Europe apporte la prospérité et la sécurité. L'idée consiste à maintenir la paix par la coopération économique et politique. Les organisations les plus importantes sont l'Union européenne, l'OTAN et l'OSCE. Les organisations jouent des rôles tout à fait différents mais l'Union européenne est l'organisation la plus importante pour la Suède. Pour les Suédois, l'UE garantit la sécurité et la paix par la coopération politique et économique.

²⁴ Utrikesdepartementet, Regeringens deklARATION vid 1997 års utrikespolitiska debatt i riksdagen den 12 februari 1997, Site Internet <http://www.utrikes.regeringen.se/fragor/utrikespolitik/utrikesdek/1997.htm>

²⁵ Cayet, page 4, « Neutralité ou non-alliance du Nord, une ... » 2000, CID

L'OTAN, de son côté, est considérée comme une organisation militaire puissante. La différence entre ces deux organisations, d'importance comparable, réside dans leurs domaines d'action.

Paradoxalement, alors que la Suède ne montre aucun intérêt à poser sa propre candidature²⁶, elle soutient ses voisins dans leurs efforts pour devenir membre. En outre, la présence des Etats-Unis en Europe, qui est la traduction concrète du lien transatlantique, apparaît vitale pour la Suède qui participe activement aux exercices de l'Otan dans le cadre du Partenariat Pour la Paix (PPP).

Dans ce domaine, il se trouve aussi l'Organisation de la sécurité et la coopération en Europe (l'OSCE), qui pour les Suédois est un acteur d'un type de l'ONU européenne. Elle a une fonction centrale, par exemple concernant le désarmement en Europe.

La coopération nordique a toujours eu une importance directe sur la politique suédoise. Les pays nordiques ont une histoire commune et leurs langues sont proches. Les questions de sécurité, de protection de l'environnement et de commerce sont souvent traitées au Conseil des Ministres nordique, le Conseil des Ministres baltique et le Conseil des Etats de la Baltique (CEB). En outre, la situation au nord du cercle polaire, notamment sur Kola en Russie, a demandé une coopération multinationale dans le Conseil euro-arctique de la mer de Barents (CEAB). La mer baltique a toujours été une zone essentielle pour la Suède. D'abord elle a été une voie et trait d'union entre les marchés baltiques, ensuite elle a eu un rôle comme une route d'invasions et enfin comme obstacle contre l'ennemi. Maintenant elle est encore une voie entre les marchés et les peuples, mais la mer baltique est aussi une véritable poubelle pour plus de 100 millions d'habitants et un vecteur de la pollution. Avec ses 9 riverains, elle sera toujours l'objet d'un intérêt particulier.

La Russie a toujours eu une place spéciale dans la politique et son importance n'a pas diminué. Avant la chute du mur, l'Union soviétique était la menace majeure et la politique suédoise a été concentré au tour de la sécurité. Aujourd'hui, il s'agit de maintenir l'évolution favorable et de soutenir les nouveaux pays, et la Russie, dans leurs chemins vers démocratie et prospérité. Un retour d'une situation comparable à ceci avant 1991 serait un échec grave pour toute la région. Quels sont les changements dans la politique suédoise après la chute du mur ?

²⁶ « Fortsatt Natomotstånd i Sverige », Svenska Dagbladet, 20/01/2002

1.7 Les changements de la politique de sécurité ces dernières années

D'abord, les événements du début des années 90 ont considérablement changé la situation de sécurité. Donc on a entamé une diminution du budget de la défense mais le fond de la diplomatie suédoise décrite au-dessus n'a pas changé. La fin de la Guerre froide rendait possible une adhésion à l'Union européenne mais le principe de non-alignement militaire demeure.²⁷ L'adhésion au programme de Partenariat pour la paix n'a pas changé ce principe. Bien que la position géographique de la Suède, et des autres pays nordiques, soit écartée de l'Europe et les grandes puissances, l'influence des grandes puissances est grande sur la sécurité de la Suède. L'évolution de la Russie est donc toujours le plus important facteur dans ce domaine.

Quels sont les changements de la politique suédoise du nouveau siècle?

En même temps que la Suède s'oit orienté, vers l'Europe et le monde, la mondialisation permet aux grandes puissances d'influer et d'agir plus facilement sur n'importe quel pays ou région. En outre le développement technique et militaire a diminué la valeur de la géographie, notamment la mer Baltique, en ce qui concerne la défense et la sécurité. Avec des satellites, des missiles de croisières et des forces spéciales un grand pouvoir peut agir sur la Suède d'une manière inexistante pendant la seconde guerre mondiale et la guerre froide. Mais pendant des années la coopération européenne s'est approfondie, la Suède a augmenté le nombre de ses officiers affectés au sein de l'OTAN et l'intégration dans l'UE a évolué considérablement. Puis il est possible de voir un changement des nuances dans les déclarations de la politique étrangère. La formule consacrée depuis 1957 déclarait le « non-participation aux alliances en temps de paix visant à la neutralité en cas de guerre ». En 1992 la phrase était changée : « non-participation aux alliances militaires en temps de paix visant à la possibilité de pouvoir être neutre en cas de guerre dans la région proche ». La grande rupture arrivait en janvier 2001 où le Premier ministre suédois précise que « c'est très difficile d'imaginer que la Suède, aujourd'hui, puisse rester strictement neutre en cas de conflit dans la région »²⁸ et en octobre la même année, le ministre des affaires étrangères l'a répété.²⁹

²⁷ Il faut noter que l'adhésion a été faite après un référendum où la victoire pour l'adhésion a été très fine : 51 % contre 49 %. La situation est comparable dans tous les pays nordiques sauf la Finlande.

²⁸ ALLAVENE, « Construction européenne : La problématique militaire... », Paris, 2001.

²⁹ Svenska Dagbladet 8/10/2001, « Sverige står lojalt med USA ».

Donc la phrase officielle dit en février 2002 : « La Suède ne participe aux alliances militaires. Cette ligne de politique de sécurité...nous a été bénéfique ». ³⁰ De plus, il est possible de noter une transformation subtile dans les expressions de la politique de sécurité suédoise en cour de l'année précédente. Avant on a parlé en termes géographiques divisant le monde en blocs ou régions, comme décrit ci-dessus. Maintenant on traite plutôt les domaines dans un contexte plus mondial et plus général, comme par exemple les droits de l'Homme, l'Environnement, un monde sans armes de destruction massive, etc. ³¹

En fait, ce n'est pas directement nouveau mais dans la politique officielle jusqu'au milieu des années 90, c'était un tabou de mettre la neutralité en question. La discussion est plus ouvert en Finlande où on a montré des crainte de marginalisation des pays non-alliés dans l'avenir proche. ³² Des débatteurs libres suédois ont constaté le changement depuis l'adhésion à l'UE, mais il n'existe pas de courant dans l'opinion pour poser une candidature à l'OTAN.

Concernant la défense suédoise la tâche la plus important aujourd'hui est la préparation des missions extérieures au sein de l'UE ou l'OTAN. Les premières unités sont présentés et la capacité augmentera considérablement en 2003 La coopération de défense entre les pays nordiques, dites NORDCAPS, a évolué considérablement ces dernières années. Les pays achètent des armements ensemble, par exemple l'hélicoptère NH-90 et ils établissent des structures de défense communes, par exemple un bataillon nordique pour les missions de soutien de la paix. En outre, les forces armées suédoises ont commencé d'augmenter les échanges avec la Grande Bretagne. ³³

³⁰ On peut se demander si de petites corrections de temps de quelques verbes constituent un changement considérable, mais la nouvelle déclaration de la politique de sécurité a été observé par beaucoup de journaux suédois et étrangers, par exemple dans Le Point et Le Figaro. En fait, cette « kremlinologie » suédoise dit elle-même quelque chose de la politique de sécurité suédoise, notamment du rôle exceptionnel de la neutralité dans la conscience de la classe politique et de la population en Suède.

³¹ Utrikesdepartementet, Regeringens deklARATION vid 2002 års utrikespolitiska debatt i riksdagen den 13 februari 2002, Site Internet <http://www.utrikes.regeringen.se/fragor/utrikespolitik/index.htm>

³² HOLMSTRÖM Mikael, « Nato växer under tryck från terrorn », Svenska Dagbladet, 19/11/2001

³³ Le ministère de défense suédoise, « Pressmeddelande, Vår i krigets skugga-veckobrev v. 12 », 22/03/2002, Aujourd'hui, c'est l'entreprise britannique BAE (British Aerospace) qui dans un Joint Venture avec le constructeur suédois SAAB, vend l'avion de chasse suédois JAS Gripen. Les soldats suédois servent souvent sous le commandement britannique dans les OPEX, par exemple au Kosovo et en Afghanistan, et la marine suédoise fait son entraînement annuellement en Grand Bretagne dans les centres d'entraînement britanniques.

De plus, le 11/9 a montré aux suédois que la défense territoriale n'a pas perdu sa signification³⁴ et l'intérêt pour la défense semble augmenter.³⁵ A cause des problèmes financiers de la restructuration et l'absence d'une menace directe le débat en ce qui concerne l'avenir de la défense suédoise, est ouvert et large.³⁶

Nous avons pu voir des nouveautés dans la politique régionale suédoise. Au premier lieu, la Suède a fait l'effort de soutenir la Pologne, Kaliningrad et les pays Baltes. La stratégie suédoise a pour but d'exporter de la démocratie et la prospérité en Outre Baltique. Pendant les premières années 90, il s'agit d'une aide en accord avec l'ancienne politique de neutralité fortifiant l'indépendance, la démocratie et les progrès économiques des pays baltes. La tâche a été de maintenir la stabilité de la région en minimisant les frictions entre la Russie et les pays Baltes.³⁷ Après l'adhésion suédoise à l'Union européenne en 1995, la position suédoise a changé. Le but est devenu d'aider les pays baltes dans leur marche vers leur propre adhésion faisant de la mer Baltique un lac de l'Union européenne.³⁸ (Cette dernière expression est une référence à l'ambition suédoise pendant le 17^e siècle de faire la mer Baltique un lac suédois.) En même temps, on veut éloigner l'instabilité et la pauvreté le plus loin que possible de la région. La Suède voudrait aussi voir la Russie s'approcher des alliances occidentales. Des signes dans cette direction ont été vus depuis que Poutine est élu. Il a déclaré en octobre 2001 que la Russie n'aime pas l'adhésion des pays Baltes à l'OTAN, mais que l'on ne s'y opposera pas.³⁹ Les protestations russes contre les élargissements ont jusqu'à maintenant été faible et contradictoires.⁴⁰ Les moyens pour obtenir ce but sont l'adhésion des pays baltes et la Pologne à l'UE et à l'OTAN. Ici l'élargissement joue un rôle important confirmant la fin de la seconde guerre mondiale ainsi que la guerre froide. En outre, l'élargissement va confirmer une identité européenne parmi tous les pays européens.

³⁴ FRESKER/ HARTVIGSSON/ KARLSEN « Stora brister... », Svenska Dagbladet, 20/01/2002

³⁵ Swedish armed forces (Les Forces armées suédoises), Achievements within the military area of the ESPD, 22/11/2001 Site Internet <http://www2.mil.se/article.php?id=3327>

³⁶ JERVAS Gunnar, « Banta försvarsbudgeten ! », Svenska Dagbladet, 04/12/2001

³⁷ GUSTAFSSON Commandant Håkan, « Nordiskt bistånd till balterna...18/06/2001, page 23.

³⁸ Sydöstran 9/2/2000 « Östersjön- nu lägger vi in en högre växel. » Leif Pagrotsky, ministre de la commerce.

³⁹ LEIJONHJELM Jan, « Ryssland och terrorismen », Vårt försvar » nr 4/2001.

⁴⁰ HUGEMARK Bo, « NATO-utvidgningen efter den 11 september », Vårt försvar » nr 4/2001.

Donc la Suède a fait des efforts dans tous les domaines envisageables, en coopération avec les autres pays nordiques. La Finlande et la Suède ont fait davantage d'efforts pour faciliter l'adhésion à l'UE des pays Baltes. Le soutien dans les domaines de défense a été fait d'abord par le Danemark mais maintenant ce domaine est dominé par les efforts suédois. Ces dernières années, la Suède a donné des équipements (et la formation) pour presque trois brigades, une pour chaque pays balte.⁴¹ En outre, en 1994 la Suède a lancé une initiative de déminage des voies maritimes et des ports Baltes. Depuis dans une coopération nordique et internationale, on fait des opérations anti-mines chaque année.

De plus, la Suède adhère de plus en plus au monde occidental pour des raisons économiques et politiques, laissant la culture spécifiquement « suédoise » en difficultés de prospérer et évoluer. Maintenant on est orienté vers un multiculturalisme, comme plusieurs autres pays européens. Donc la situation politique pour la Suède est maintenant dans un changement considérable et un retour à une stricte neutralité n'est pas facilement envisageable.

⁴¹ GUSTAFSSON Commandant Håkan, « Nordiskt bistånd till balterna... », 18/06/2001, page 89.

2. LES ORGANISATIONS OCCIDENTALES

D'une part, l'Union européenne est une construction de la guerre froide. Les pays fondateurs étaient les mêmes que ceux qui composaient le noyau de L'OTAN. L'idée de la construction est toujours la liberté : La liberté de mouvement, de libre marché, d'expression. Donc c'est une idée avec ses racines dans la tradition de l'Europe occidentale, totalement incompatible avec le bloc communiste. L'idée a été d'intégrer les pays d'Europe occidentale dans une communauté économique et politique afin d'empêcher des nouvelles guerres sur le continent.

D'autre part, l'idée européenne est en contradiction avec celle de la guerre froide. La confrontation en Europe après la deuxième guerre mondiale a empêché l'évolution entre les pays libres. Malgré les premiers succès de la création d'une « maison européenne », ce n'était qu'après la chute du mur que la transformation commençait à apporter des changements profonds et considérables. D'ailleurs, ce n'était qu'après 1990 que les pays neutres et les pays de l'Europe centrale, pour les raisons différentes, ont pu poser leurs candidatures à l'Union.

Quel est la caractéristique du changement de l'Union européenne concernant la politique de sécurité lors de la chute de communisme ?

2.1 L'UE et la PESC

Au début, le 1^{er} essai de création d'une défense européenne a échoué en 1952⁴², et ce domaine était laissé à l'OTAN. Cette répartition du travail était strictement respectée jusqu'aux dernières années 80. En 1986, la préparation d'un traité concernant une politique de défense a été entamée, puis le traité de Maastricht a été signé en 1991. Mais les pays fondateurs se sont donnés beaucoup de peine dans presque tous les autres champs envisageables. Pendant la guerre froide les efforts de réunification de l'Europe ont fait de progrès dans les domaines de la législation, de l'économie, et de l'agriculture. Le travail est marqué par l'exactitude et la patience. Aujourd'hui la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est établie. Les structures sont mises en place et les processus de décision sont en vigueur. Un comité militaire et un Etat-major ont commencé leur travail et les pays membres ont fait des contributions de forces.

⁴² L'Union européenne, L'Histoire de l'Union européenne, Site Internet <http://europa.eu.int/abc/history.htm>

Une opération européenne n'a pas aura lieu encore, mais l'UE est prêt à l'action depuis le sommet a Leiken en décembre 2001. L'UE a déjà fait des actions dans le cadre de la PESC, utilisant ses importantes capacités d'aide humanitaire comme un moyen d'influence, par exemple au Moyen-Orient.⁴³ D'ailleurs, un objectif important de la PESC est d'obtenir une coopération de plus en plus étroite entre la Russie et l'Union européenne. On constate qu'une Russie « stable, démocratique et prospère, fermement ancrée dans une Europe unie sans nouvelles lignes de démarcation, est essentielle pour assurer une paix durable sur le continent. »⁴⁴ En outre, il est nécessaire de protéger l'environnement, notamment dans le Nord-Ouest de la Russie, en même temps qu'on voudrait encourager l'exploitation des vastes ressources naturelles dans cette région sans d'accroître des problèmes écologiques.⁴⁵

Pour mieux conduire les relations avec la Russie et l'intégration des pays baltes, la Finlande a proposé en 1997 une dimension septentrionale des politiques de l'Union. La Commission a adopté l'idée et a décidé que sa politique ne devrait pas diminuer l'engagement du Conseil des Etats de la Mer Baltique (CEMB) et du Conseil Euro-arctique de Barents (CEAB) déjà existants.⁴⁶ La commission a proposé une approche dans quatre domaines : Promouvoir le développement économique et la sécurité, traiter les problèmes transfrontaliers, réduire les disparités entre les niveaux de vie et enfin réduire les risques écologiques et nucléaires. Aujourd'hui, le travail au sein de la dimension septentrionale inclus presque toutes les dimensions civiles.⁴⁷

2.2 Les élargissements

D'ailleurs la communauté européenne s'est agrandi graduellement en commençant avec les six fondateurs jusqu'aux dix-huit qui aujourd'hui constituent l'Union européenne. Cette évolution a suivi deux modèles. D'un côté par accroissement des membres et de l'autre côté grâce aux conventions de libre-échange signées avec les pays qui, à ce moment-là ne voulaient pas devenir membres. Visant sur une intégration, on a su attaquer aussi les domaines « doux » et unificateurs, comme les symboles, un drapeau, des fêtes et une hymne à fin de mobiliser les masses pour la cause européenne.

⁴³ L'Union européenne, Politique étrangère et de Sécurité commune/ Politique européenne de Sécurité et de Défense, 23/01/2002, Site Internet <http://ue.eu.int/pesc/pres.asp?lang=fr>

⁴⁴ L'Union européenne, « 1999/414/PESC : Stratégie commune de l'Union européenne, du 4 juin 1999... »

⁴⁵ La Commission européenne, « Une dimension septentrionale... », Bruxelles 25/11/98.

⁴⁶ Op.cit.

⁴⁷ European Union, « The northern dimension », Update 01/03/2002

Le dernier élargissement en 1995 a compris les pays neutres l'Autriche, la Finlande et la Suède. Maintenant on prévoit d'ajouter une douzaine pays de l'Europe centrale et orientale. L'Union négocie avec douze pays et la décision doit être prise en 2003, suivi d'un élargissement en 2004. Les négociations tournent au tour de 25 différents secteurs, dans lesquels les pays doivent faire un certain progrès défini. Les critères d'adhésion ont été élaborés lors du conseil européen de Copenhague au mois de juin 1993. Ces critères concernent :

- la présence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté des droits de l'homme, les respects des minorités et leur protection ;
- l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'UE ;
- la capacité des pays candidats à en assumer les obligations, et notamment de souscrire aux objectifs de l'Union européenne, économique et monétaire.⁴⁸

2.3 Les défis

Les trois plus importants challenges d'Europe d'aujourd'hui sont d'abord l'élargissement, ensuite les reformes nécessaire des structures économiques et de décision et enfin la mise en œuvre de l'Euro.⁴⁹ Donc l'élargissement est un défi majeur pour les pays membres, mais son financement est encore contesté.⁵⁰ Le coût de l'adhésion est estimé à plus de 50 milliards d'Euros pendant la période 2000-2006⁵¹ et les nouveaux membres n'apporteront pas des économies fortes. En outre, la libéralisation dans certains secteurs, notamment le secteur agriculture, donne des soucis aux pays fondateurs, en particulier les pays de sud d'Europe qui craignent la concurrence des pays candidats.

Quel est l'avenir de l'union européenne ? L'union est encore une fois dans une phase de bouleversements. D'abord, parce que la chute du mur a eu une influence importante, mais également parce que, après une dizaine d'années, les pays européens rencontrent en nouveaux des défis importants. Il est difficile de dire si les défis se composent des grands problèmes pour l'Union, puisque l'histoire de l'UE est pleine d'obstacles et de controverses. On peut dire que les obstacles ont été le moteur des progrès de l'Union européenne.

⁴⁸ ALLAVENE, « Construction européenne : La problématique militaire... », Paris, 2001, page 20.

⁴⁹ European Union, « Three challenges facing Europe », Speech by Romani Prodi, New York, 11/01/2002

⁵⁰ MARION George, « Paris et Berlin : l'élargissement doit respecter ... », Le Monde, 05/02/2002

⁵¹ ALLAVENE , « Construction européenne : La problématique...Paris, 2001, page 29

Mais aujourd'hui on peut se demander s'il y a toujours une volonté forte parmi les pays européens et surtout parmi les pays fondateurs ? Donc, quelle est la nature des affrontements qui attendent l'Europe dans l'avenir proche ?

Les défis sont de deux ordres: les questions techniques et les questions plus profondes. Concernant les questions techniques, ils se trouvent dans trois domaines : D'abord la sécurité et la défense, ensuite l'intégration économique et enfin la restructuration politique. Mais, en même temps il y a des défis culturels et profonds, qui concernent la cohésion et l'harmonisation des peuples européens. Il faut noter que l'élargissement ne constitue pas un grand problème en lui-même. Les négociations avec les candidats ont bien évoluées et sont en route. Les procédures pour l'adhésion sont bien définies. En fait, ce sont les conséquences de l'élargissement qui sont discutées et disputées.

2.3.1 La défense

La question d'une défense européenne porte des aspects différents. Il s'agit d'avoir une capacité de conduire des actions militaires et de disposer une l'industrie militaire mais aussi de manifester une volonté et une cohésion politique entre les pays membres. En outre, le monde en dehors d'Europe, surtout les Etats-Unis, juge et traite l'Europe à la mesure des ambitions de sa défense et sa sécurité. Actuellement, il n'existe pas de résolution forte de construire une défense commune et la différence entre les capacités militaires de l'UE et celle des USA se creuse rapidement. Bien que l'UE ait plus de 370 millions d'habitants et 20% du PIB mondial⁵², elle n'a pas pu coordonner ses investissements et la défense reste toujours un sujet national, par exemple dans les grands projets du porte-avions en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.⁵³ Donc l'Europe manque les moyens stratégiques et elle a peu de moyens communs. Au fond, il s'agit de notre refus de payer plus de 2 % de PIB pour la défense.⁵⁴ La seule exception est le Royaume-Uni qui paye plus de 2,5 %.⁵⁵ Toutes les défenses en Europe font aujourd'hui les reformes afin de diminuer les coûts mais les restructurations ont été plus chères que prévu. En même temps, les Etats-Unis augmentent leur budget de la défense dans une proportion jamais vue auparavant⁵⁶.

⁵² VERNET Daniel, « Trois questions à...François Heisbourg », Le Monde, 5/2/2002

⁵³ DIAZ-BEDIA ASTOR CC José, « Les porte-avions... », La Tribune mars 2002, n 26, pages 36-40.

⁵⁴ DE LA GRANGE Arnaud, « Amiral Lanxade : « Pour exister, il faut un budget... » Le Figaro », 5/2/2002

⁵⁵ DE LA GRANGE Arnaud, « L'armée française perd son leadership européen », Le Figaro, 5/2/2002

⁵⁶ ZECCHINI Laurent, « Etats-Unis et Europe : le grand écart des budgets de défense », Le Monde, 5/2/2002

De plus, ils donnent une plus grande part à la recherche et au développement par rapport l'UE. Il est vrai qu'il existe une coopération considérable en Europe dans les domaines de l'armement, mais il faut noter qu'elle est développée à côté de l'Union européenne, et que ce travail est conduit au niveau différent, chacun avec une ambition différente.⁵⁷ Au contraire, les Etats-Unis montrent une plus grande cohérence entre la défense et la société civile, car les investissements militaires appuient l'évolution technique, notamment les entreprises d'armement. L'Union européenne, d'une autre côté, a une richesse considérable mais une faible structure de défense et donc une situation délicate pour les industries d'armement. Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis sont affectées par cette différence, et l'influence de l'Union européenne aux Etats-Unis a probablement diminué.

2.3.2 L'intégration économique

L'intégration économique est aussi un domaine intéressant, parce qu'il montre bien les différences entre l'Europe et les Etats-Unis. Ici, deux dimensions sont d'actualité : D'abord il y a la régulation et la dérégulation dans le secteur économique, notamment dans le secteur de l'énergie, mais aussi dans les autres secteurs. En deuxième lieu nous verrons une considérable différence entre l'UE et les E.U. en ce qui concerne la croissance économique et la productivité⁵⁸. En ce qui concerne la dérégulation, l'Europe est beaucoup plus réglée par rapport les USA. En outre, l'Europe montre une grande incohérence dans ce domaine. Les différences entre les pays dans l'UE sont importantes. La question est directement liée aux taxes et impôts. Les impôts les plus élevés en Europe empêchent l'investissement et la volonté chez les jeunes d'aborder les formations longues et exigeantes. Par contre, les entreprises américaines font beaucoup plus de l'effort de recherche et de développement.⁵⁹ Ils produisent plus de produits de haute technologie, ils investissent plus que les entreprises européennes et les Américains utilisent l'Internet trois fois plus que les Européens.⁶⁰ Cette évolution a aussi influé sur le niveau de vie. Les Américains ont une plus grande productivité (c'est à dire, ils peuvent acheter plus que les Européens) et ils ont un taux de chômage plus bas que les pays européens. Aujourd'hui il n'est pas possible de voir des signes qui indiquent un changement. Les sommets européens continuent mais le progrès est lent.

⁵⁷ « Natochefen : Europa är en militär pygme », Svenska Dagbladet, 21/01/2002

⁵⁸ Dagens Nyheter 9/3/2002 « EU-länderna ligger långt efter USA »

⁵⁹ VERNET Daniel, « Trois questions à...François Heisbourg », Le Monde, 5/2/2002

⁶⁰ Op.cit.

2.3.3 La restructuration politique

La restructuration politique est une part vitale de l'élargissement et l'intégration. C'est une question qui touche le fond et la forme. Il s'agit d'avoir la capacité de gouverner et de diriger l'Union qui évolue. Pour l'intégration, il faut avoir de bonnes structures politiques pour garantir la démocratie. C'est à dire que, l'Union a besoin d'une « gouvernement » qui serait élu dans un mode plus direct que maintenant. C'est une question de légitimité pour la commission européenne, donc les décisions sont remises en cause en raison de sa responsabilité. C'est la même chose pour l'élargissement mais l'élargissement demande de plus la construction d'une processus de décision efficace. Avec peut-être plus de 25 pays différents, il faut prendre les décisions rapidement et avec qualité, de préférence avec plus de vitesse et de qualité qu'aujourd'hui.

A propos du fond, il est nécessaire de constater qu'il n'existe pas encore un citoyen européen. Je suis, comme presque tous les autres européens, d'abord suédois. Pour la deuxième place, il y a un conflit entre mon identité régionale et mon identité européen. C'est la même chose pour les politiciens : Personne n'est élu comme européen et les différences culturelles entre les peuples européens se font toujours sentir.⁶¹ D'ailleurs, les Européens n'ont pas une langue commune et la culture courante, comme par exemple la musique, le film et la mode, n'est pas commune aux Européens, sauf les produits américains.

Mais comme le chancelier Schröder d'Allemagne a dit : « l'Europe doit redevenir une affaire de cœur, la raison ne suffit plus ».⁶² Nous avons vu le changement de l'argent et l'introduction de l'Euro comme le plus récent projet de fond, pour changer les sentiments des peuples, et il sera intéressant de voir quelle sera la prochaine idée pour fortifier une culture européenne. Mais n'oublions pas que les questions de formes et de fond sont liées : Si l'Union européenne ne peut pas amener la prospérité aux citoyens européens, le soutien populaire serait diminué.

⁶¹ DELATTRE Mélanie, « Railleries anglo-saxonnes », Le Figaro, 5/2/2002

⁶² ALLAVENE, « Construction européenne : La problématique militaire... », Paris, 2001, page 15

Il est difficile de tirer des conclusions de l'UE, parce qu'elle est une grande organisation et complexe mais on peut constater au moins trois choses. D'abord il est clair qu'aujourd'hui les questions d'intégration et du fédéralisme sont essentielles. Dans tous les domaines que j'évoque au-dessus, il s'agit pour les pays membres de consacrer des moyens budgétaires et de déléguer son pouvoir à une capacité et à une vision commune. Le financement est une question centrale, puisque la défense commune et l'élargissement sont les projets qui demanderont des paiements considérables, et l'intégration est probablement la seule voie pour obtenir une croissance économique suffisante. Il est probable que le consensus ne suffit pas, parce que cette méthode donne seulement le plus petit dénominateur commun.

Ensuite il faut remarquer que le rival le plus important sont les Etats-Unis. Il se trouve toujours des comparaisons entre l'UE et les USA dans le media et parmi les savants dans la communauté stratégique. Donc il faut se demander s'il y a vraiment une vision européenne propre ou s'il s'agit de copier le système américain. Mais la vision des Etats-Unis en Europe n'est pas claire. Dans certains cas, ils sont un rival, dans d'autres cas les Européens veulent garder un lien proche.⁶³ On peut dire la même chose de la vision américaine concernant l'Europe.⁶⁴

Enfin il faut noter que beaucoup des projets en Europe aujourd'hui ont lieu en dehors de l'UE (même si le moteur est l'Union européenne). Souvent il s'agit des pays les plus grands et les pays fondateurs se regroupent au tour de domaines ils souhaitent voir une progression plus rapide que ce qui est possible pour tous les membres. La restructuration des industries d'armement et la banque européenne sont deux exemples. Donc il existe des grandes différences et des incohérences entre les pays et les régions européennes et le défi d'équilibrer l'intégration et le principe de subsidiarité existe encore.

⁶³ STROOBANTS Jean-Pierre, « Les Pays-Bas préfèrent le futur avion JSF américain », *Le Monde*, 05/02/2002

⁶⁴ ZECCHINI Laurent, « Etats-Unis et Europe : le grand écart des budgets de défense », *Le Monde*, 5/2/2002 : « Les Etats-Unis doivent faire bien plus aussi en facilitant le processus de modernisation de la défense européenne... » et LEWIS Flora, « U.S. foreign policy confuses allies », *International Herald Tribune*, 16-17/03/2002, page 8.

2.4 L'OTAN après la chute de communisme

La nature des mesures prises par les membres de l'Alliance à la suite des événements survenus en 1989 et 1990 est différente. Le rythme du changement aussi. Les Etats-Unis ont réagi avec promptitude, surtout dans le domaine militaire. Dès 1990, le niveau d'alerte des forces stationnées en Europe a été réduit et une doctrine et une stratégie ont été adoptées rapidement. Dans la marine, cela s'est traduit par le concept « From the sea ». Pour les Etats-Unis cela n'a pas posé de problème, puisque la défense est orientée vers les missions extérieures. Ensuite la menace soviétique conventionnelle n'ayant pas pour cible l'Amérique du Nord mais bien l'Europe occidentale, les Etats-Unis n'avaient aucune crainte quant à leur existence propre. N'oublions pas d'ailleurs la grande incohérence de l'OTAN, ou les Etats-Unis contribuent avec environ 40% des moyens. Donc ils ont eu une plus grande liberté d'action que les autres pays de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Dans le domaine politique, les Etats-Unis ont également réagi rapidement tout en le faisant en concertation et en coopération avec leurs alliés dans le cadre de l'alliance. Le Conseil de Coopération Nord Atlantique (CCNA) est créé le 20 décembre 1991 associant les 16 membres de l'OTAN et 9 de leurs anciens adversaires.⁶⁵ En outre, la coopération militaire entre l'OTAN les nouveaux pays de l'Est et les pays neutres est établie sous le nom du Partenariat pour la Paix en 1994. Il est à noter que cette initiative est plus politique que militaire.

Dans le domaine militaire, nous avons assisté à une évolution différente. Dans les pays européens, membres ou non de l'OTAN, la réaction a été plus lente. Le retard pris a eu pour première origine la prudence vis-à-vis de l'Europe de l'Est et la méfiance à l'encontre de la Russie. La deuxième difficulté a résidé dans la complexité des processus politiques. Chaque pays disposait, en effet, de ses organisations et de ses structures de défense propres.

Le nouvel environnement politique a imposé des réformes qui se sont traduites bien souvent par une diminution du nombre d'unités et des effectifs. Donc si les politiciens ont accéléré le processus politique, les militaires ont freiné en ce qui les concerne la rénovation des structures de défense et les réformes ont eu lieu lentement et pas à pas.

⁶⁵ ALLAVENE, Christian Construction européenne, la problématique du double élargissement de l'OTAN et de l'Union Européenne, CID avril 2001. Page 25

2.5 Les changements dans le monde

Quelle est la caractéristique du changement intervenu au sein de l'OTAN après la chute de communisme ?

Tout d'abord, un changement géographique, car l'adversaire a disparu. La dissolution du pacte de Varsovie en 1991, et l'effondrement de la Russie soviétique en 1991 ont fait disparaître la menace. Pourtant le nombre des adversaires a augmenté, venant de n'importe quel pays sur n'importe quel continent. Si la Guerre froide était concentrée en Europe, les conflits aujourd'hui concernent un plus grand nombre de régions du globe. En revanche ils sont plus localisés.

Ensuite, la Guerre froide préparait à un conflit défensif et total et c'était important d'être dissuasif. L'OTAN a été construite sur une loyauté stricte réalisée par un contrat, dont le fameux article cinq. Cet article signifie qu'une attaque contre un pays de l'Alliance sera considérée comme une attaque contre tous. Il s'agissait ainsi de mobiliser toute la nation et de la préparer au pire. La plupart des pays avaient un système de conscription et acceptaient d'un niveau de perte plus important qu'aujourd'hui. Enfin c'était une confrontation entre deux grands blocs qui avaient tous les deux ouvertement déclaré l'autre comme étant son ennemi. L'ordre de bataille était très détaillé, la bataille prévue était connue ou considérée comme connue, et décrite en détail. Donc l'accent était mis sur l'action militaire et sur le niveau tactique. Le rôle du niveau politique ou du niveau stratégique, était perçu comme limité.

Aujourd'hui, l'environnement est différent. Les conflits ne concernent pas toujours des Etats. En gros, il existe deux types de conflits. Le premier, oppose une nation à une guérilla avec des conséquences juridiques qu'il faut prendre en compte : La grande majorité des lois de la guerre est adaptée à un conflit entre les Etats et les conventions concernant une guerre asymétrique et non-étatique sont rares. Cette situation est d'ailleurs souvent utilisée par les adversaires. Les adversaires sont souvent des terroristes ou des libérateurs, selon l'analyse de la situation, et leur lien avec une structure étatique est faible. La menace est donc plus diffuse. Le deuxième type de conflit, qui souvent est une variante du premier type, fait intervenir les forces d'une alliance et/ ou coalition contre des pays souvent isolés et appelés « criminels » par la communauté internationale. Il n'est pas rare de trouver aussi une différence culturelle et économique entre l'alliance et le pays concerné.

Le rôle d'une alliance se situe souvent au niveau juridique. L'alliance donne une légitimité aux actions et permet d'obtenir plus facilement un mandat de l'ONU. Donc si les alliances ont eu un rôle économique pendant les deux guerres mondiales et pendant la guerre froide, en revanche, elles présentent aujourd'hui un intérêt plus important dans les domaines politique et juridique. En conclusion le défi est plutôt dans le domaine politique aujourd'hui. De plus, il faut aujourd'hui avoir une approche globale. Ces transformations sont facilitées par l'évolution technique. Les outils informatiques donnent aujourd'hui aux politiciens des grandes possibilités pour suivre les événements sur le champ de bataille directement, en temps réel, et en grande distance. Donc la liberté des chefs militaires est plus limitée.⁶⁶

2.6 L'adaptation de l'OTAN

Comment l'OTAN s'est-elle adaptée au nouvel environnement ?

Le rôle fondamental de l'OTAN consiste à préserver la liberté et la sécurité des pays membres mais depuis la fin de la Guerre froide cela ne suffit plus. Il est également nécessaire de renforcer la stabilité. Donc l'OTAN a adopté une approche plus globale marquée par une conception plus large de la sécurité. En premier lieu il s'agit de faire des efforts dans le domaine de la gestion des crises. En second lieu il n'est pas seulement question de protéger mais aussi d'exporter le sens de la démocratie et les droits de l'Homme et d'assurer la primauté du droit.

Dans ce cadre, l'OTAN a contribué à une prévention efficace des conflits en prenant de nouvelles mesures pour résoudre les crises. Parmi celles-ci, la protection des réfugiés, le rétablissement de la sécurité, la remise en état et le retour au fonctionnement des structures d'une société pacifique et démocratique ainsi que nous avons pu le voir au Kosovo. A cette fin les forces de l'OTAN ont subi une réduction et une modernisation. On a réduit des deux tiers le nombre des quartiers généraux militaires ce qui a donné une mobilité et une souplesse accrues. L'innovation du concept des « Groupes de forces interarmées multinationales » (GFIM) a joué ici un rôle significatif. Concernant le renforcement de la stabilité, elle a aussi initié un partenariat et une coopération avec d'autres pays de la zone euroatlantique tout en préservant la relation transatlantique. En outre l'Alliance essaie de développer des relations avec la Russie et l'Ukraine.

⁶⁶ ROSSEN-JÖRGENSEN Jens, , »Le niveau opératif de la guerre », La Tribune, n 26, mars 2002.

En 1999 le premier élargissement post-Guerre froide est accompli et actuellement l'Alliance prépare un nouvel élargissement au sein des pays d'Europe centrale et orientale. Parallèlement à ses activités militaires, l'OTAN nourrit des ambitions dans le secteur scientifique et dans l'environnement. Il s'agit d'actions concernant les plans civils d'urgences, les opérations humanitaire et les opérations de recherche et de sauvetage. Ce domaine, le troisième après la Politique et la Défense, inclut également la préservation de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la préservation de la santé.

Aujourd'hui l'OTAN se prépare pour un deuxième élargissement en Europe. Plusieurs pays d'Europe de l'Est ont exprimé directement après la chute du Mur leur volonté d'entrer dans l'Alliance. Donc parallèlement au Partenariat Pour la Paix a été négocié un Membership Action Plan (MAP) comprenant les buts concrets et individuels pour chaque pays. Maintenant les pays candidats commencent à obtenir ce qu'ils ont envisagé mais non sans difficultés car le MAP a demandé des réformes profondes. Donc l'OTAN, et surtout les Etats-Unis, a pensé nécessaire d'agir rapidement en proposant un considérable élargissement dès 2003. A présent, l'OTAN négocie avec une quinzaine pays, et la décision va comprendre 10 ou 12 pays. Le résultat serait présenté en automne 2002. L'élargissement n'est pas contesté de la même manière que l'élargissement de l'UE, en raison du coût considérable mais moindre, et donc le poids sur les pays membres n'est pas du même niveau. De plus, il ne sera pas nécessaire exécuter des réformes dans une même proportion que pour l'UE et les demandes aux pays candidats d'abandonner tout ou en partie de la souveraineté nationale sont moindres que dans le cas de l'UE.⁶⁷

⁶⁷ ALLAVENE, Christian Construction européenne, la problématique du double élargissement de l'OTAN et de l'Union Européenne, CID avril 2001. Page 53

2.7 Les impacts sur l'OTAN

Cette évolution, constitue-t-elle une réussite ou un échec ? Quel a été l'impact sur le fonctionnement et la politique de l'OTAN ? Quelle est l'avenir de l'OTAN ?

Il faut noter au moins trois tendances différentes. Tout d'abord l'élargissement de l'OTAN en tant qu'organisation mais également la diffusion de l'idéologie et des valeurs qu'elle porte. Cette évolution a déjà commencé pendant la Guerre froide avec l'admission du Portugal et de la Turquie. Elle a été prolongée par le Partenariat Pour la Paix (PPP) qui a permis aux anciens pays communistes et aux pays neutres de faire évoluer leur organisation de sécurité et de défense. En outre l'élargissement en 1999 à la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, a contribué à renforcer la démocratie et à garantir la stabilité. De plus, il existe une doctrine qui régit les actions de l'Alliance. Ainsi, elle se réserve le droit d'intervenir au nom de principes immuables tels la liberté ou les droits de l'Homme. La légitimité de ses interventions se fonde en général sur un mandat de l'ONU, qui découle souvent d'une initiative de l'OTAN ou des grandes puissances de l'OTAN.

Ensuite il y a une réticence à utiliser l'OTAN dans le cadre d'une action offensive. Jusqu'en 1989, les interventions ont été menées sous l'égide de l'ONU. Les interventions de 1996, en Bosnie-Herzégovine, ont entraîné des critiques quant à la capacité de l'ONU à agir avec force et rapidité. La gestion de crise a donc été confiée à l'OTAN, mais les expériences de la SFOR et de la KFOR ont suscité des craintes chez les Américains. Les deux forces rassemblaient plus d'une trentaine des pays, chacun gardant ses propres lois et ses propres règles d'engagement et les campagnes prenaient une dimension politique. Les forces armées coalisées sont devenues une grande administration, lourde, lente et sans flexibilité. Donc après le 11 septembre, l'OTAN a déclaré que l'attaque terroriste relevait bien du domaine de l'article V de l'Alliance. Cependant, les Etats-Unis ont choisi d'agir seuls en Afghanistan, simplement soutenus dans le cadre d'une coalition limitée. En revanche, l'après crise a contraint à réunir une vaste coalition, placée sous contrôle de l'ONU, pour entamer la phase de reconstruction du pays. D'une part, cette répartition des rôles est due à la volonté des Etats-Unis d'aborder un mode d'action plus violent que les autres membres de l'OTAN. Selon certains observateurs politiques, les Etats-Unis montrent ici de l'arrogance puisqu'ils sont la seule grande puissance du monde.

Dans une intervention destinée à gérer une crise, il faut soit un mode d'action militaire, soit une opération humanitaire.⁶⁸ Donc selon cette idée, il y a dans l'OTAN et dans le monde, un « partage du travail » selon lequel les Etats-Unis font la guerre et les autres états tiennent un rôle plus politique et humanitaire.⁶⁹ Cette évolution a aussi une dimension économique, parce que la diminution des budgets de défense européennes va induire de nouvelles reformes (lire réductions) des structures de l'OTAN. Donc la capacité de l'Alliance va diminuer encore une fois.⁷⁰

Enfin, on a pu constater une augmentation des contacts et des liaisons entre les grands pays au détriment des relations internes à l'Alliance et donc, de l'influence des petits pays européens.⁷¹ Cette question n'est pas nouvelle. Elle repose sur le fait qu'auparavant, dans le monde bipolaire, les pays partageaient un intérêt commun. Cet intérêt commun a empêché les grands pays de jouer le rôle de grande puissance. Il faut ici noter l'incohérence de l'OTAN puisque les Etats-Unis sont plus puissants que l'ensemble des autres pays de l'Alliance. Ainsi, ils ont leurs propres intérêts qu'ils ne partagent pas toujours avec leurs alliés. La Grande Bretagne et la France ont aussi des pôles d'intérêt différents de ceux des petits pays de l'OTAN. Cela transparaît, par exemple, dans leur politique d'intervention mais également dans leur intention d'avoir de bonnes relations avec les autres grandes puissances, notamment la Russie et la Chine. Cette coopération entre les grands pays gêne les petits pays qui soupçonnent les grands d'oublier leurs obligations démocratiques, les sacrifiant parfois à leurs propres intérêts de sécurité et à leur économie. C'est un vrai dilemme parce que le petit pays a besoin de bonnes relations avec les grandes puissances en particulier dans les domaines économique et sécurité.

En conclusion l'OTAN a connu une grande transformation depuis 1990. L'Alliance a maintenu l'initiative de l'action dans les Balkans, l'élargissement et la modernisation de ses propres structures. C'était une transformation réactive. Sans mission concrète, l'OTAN a cherché les nouvelles tâches, non sans succès, mais l'importance de l'article cinq est, à mon avis, en train de disparaître. La Défense commune a été créée contre un ennemi commun.

⁶⁸ DESPORTES, Colonel Vincent, Clausewitz meurt-il a nouveau aux Etats-Unis ?, Washington, 14/01/2002, Etude de l'Attaché des forces terrestres d'Ambassade de France aux Etats-Unis. (L'auteur montre les différents raisons pour une action militaire si elle est américaine ou si elle est européenne.)

⁶⁹ VERNET Daniel, « Trois questions à...Francois Heisbourg », Le Monde, 5/2/2002

⁷⁰Conférence au CID, Paris, 28/02/2002. L'OTAN/ Situation et perspectives, GDI Bartels (Danemark) et Col Lebel (France).

⁷¹MARION George, « Paris et Berlin : l'élargissement doit respecter le cadre ...», Le Monde, 05/02/2002

Comme cet ennemi n'existe plus, l'article cinq commence à perdre sa valeur comme nous l'avons vu dans le cas de l'Afghanistan. Dans l'avenir proche, il est probable que l'élargissement continuera, en même temps que l'Alliance perdre sa signification en tant que moyen qui garant la sécurité.

Dans ce cas là, une divergence entre les pays européens et les Etats-Unis sera probable dans plusieurs domaines. Depuis les années 90 il existe déjà une différence notable entre l'Europe et l'Amérique du Nord en ce qui concerne les budgets de défense et la volonté de faire des restructurations militaires importantes, puis la guerre en Afghanistan a montré une différence en ce qui concerne la capacité d'action. Des autres exemples actuels sont le traitement des prisonniers talibans sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, et la réaction européenne à la politique américaine concernant « The Axis of Evil », notamment Saddam Hussein.⁷² La situation montre une différence concernant la vision des droits de l'Homme.⁷³

Un élargissement de l'OTAN en dehors l'Europe est improbable. Il ne se trouve pas de structures tels que les commandements, les bases ou des moyens de projection. Mais pour les pays de l'Europe de l'Est, l'OTAN deviendra importante. Donc, même si l'OTAN perd son rôle d'acteur opérationnel, il conservera son importance en tant que forum de dialogue et créateur de normes. N'oublions pas que c'est grâce aux standards de l'OTAN que les pays occidentaux ont pu maintenir un haut niveau de capacités militaires.

Dans une Europe sans guerre, il faut élargir ses obligations en dehors de notre continent ? Ou est-ce qu'il est suffisant d'être une organisation pour le dialogue et la coopération ?

⁷² LEWIS Flora, « U.S. foreign policy confuses allies », International Herald Tribune, 16-17/03/2002, page 8.

⁷³ Le Monde 23/1 2002

3. LES CONCLUSIONS

3.1 L'Estonie et la Suède

L'Estonie et la Suède montrent beaucoup de points communs au niveau de la géopolitique de la sécurité. Comme les pays du Nord, elles sont peu peuplées, avec des forêts et un climat particulier. Toutes deux ont une tradition protestante et dans l'histoire nous trouvons une influence germanique et hanséatique. Il y a des périodes dans l'histoire où l'Estonie a été envahie et occupée par les Suédois.

Le plus important facteur commun est la mer baltique. La situation politique de cette mer a toujours eu des conséquences pour ces pays riverains. Cette vérité demeure. Les deux pays partagent une vision claire et profonde des besoins et de l'avenir de la région baltique. C'est une vision dans le long terme résultant d'une évolution pacifique basée sur les progrès dans les domaines économiques et civils.

L'élargissement des alliances est un facteur de très haute importance pour les pays. Tous les deux ont fait des investissements énormes et les dirigeants politiques ont dû pousser leurs populations sur des chemins souvent désagréables. Si un retour d'une Russie menaçante serait un échec, un report de l'élargissement donnera des soucis pour essentiellement deux raisons : Au premier lieu, il pourrait donner l'impression que les alliances sont faibles, ou hésitantes, effet causant un arrêt dans l'évolution des alliances et une situation vulnérable en Europe de l'Est. Au deuxième lieu, un ralentissement dans le processus vers l'élargissement influencerait sur les opinions de tous les pays européens et surtout dans les pays candidats. Une perte en ampleur irait blesser la confiance, au premier lieu en l'Union européenne et en ses valeurs. Dans les pays où la démocratie est fraîche, une telle condition pourrait saper leurs nouvelles institutions et amener l'instabilité. Donc un manque de capacité à exécuter l'élargissement, peut directement menacer l'Europe occidentale.

Si l'Estonie et la Suède ont la même vision concernant le but, il faut noter la différence en ce qui concerne le chemin approprié. Selon les Suédois, c'est l'Union européenne qui est l'acteur le plus important, mais pour les Estoniens, l'OTAN joue un rôle vital. Même si l'OTAN et l'UE ont des points comparables, l'OTAN ne peut pas être remplacée par l'UE. Il est facile de trouver les explications pour cette divergence entre les deux pays dans les données géopolitiques et les enseignements différents de la guerre froide de ces deux pays.

L'Estonie est située directement à côté de la Russie et la différence de puissance demande le soutien direct d'un contre poids réel. Selon l'Estonie, l'Union européenne n'inclue pas actuellement une dissuasion crédible. Toutefois, l'Estonie ne se trouve pas dans une situation qui lui permette de faire un choix entre les deux alliances.

Mais les écarts ne sont pas grands ou graves. Cette situation ne donne aucun problème à l'Estonie. Par contre, le but de la politique de sécurité estonienne est cohérent et ciblé : L'adhésion à l'Ouest dans tout façons possibles. En revanche, en ce qui concerne la Suède il est évident que le principe de non-participation aux alliances militaires rencontrera des difficultés lorsqu'un élargissement de l'OTAN réussit.

3.2 L'UE et l'OTAN

Les deux grandes organisations actives en Europe aujourd'hui ont beaucoup de caractéristiques en communes. Elles sont toutes les deux des créations d'après-guerre, elles sont grandes et elles ont connu des succès. De plus, toutes deux ont abordé une politique d'élargissement et montrent une détermination à l'exécuter jusqu'au bout. Elles ont une vision commune de la politique de sécurité en Europe. Donc leur destin est lié et elles partagent aussi les mêmes défis dans l'avenir proche.

Le premier défi concerne le financement. Toutes deux ont besoin des moyens financiers pour maintenir et reformer leurs structures et leurs institutions lors des élargissements. La situation est plus grave pour l'UE qui, en même temps donne des aides aux pays candidats, et doit adapter son budget à la nouvelle situation qui représente, sans doute, une évolution coûteuse pour la plupart des pays de l'union. Mais l'OTAN devrait probablement diminuer ses structures afin d'épargner. Donc le financement demeure dans la volonté des pays actuellement membres de l'UE et de l'OTAN de consacrer plus de moyens à ces projets communs.

Le deuxième défi est de réaliser les réformes de leur organisation politique et de leurs fonctions décisionnelles. Il s'agit d'augmenter la qualité et la vitesse de leurs décisions, alors que le nombre d'acteurs sera presque doublé. On peut dire que ce sera un plus grand problème pour l'UE, parce qu'il implique probablement un affaiblissement de la supériorité de la nation et du principe de décision par consensus.

Un tel développement va influencer les opinions européennes, aussi dans les pays candidats. Mais même l'OTAN doit faire des réformes lors de l'élargissement, réformes ressemblent à celles de l'UE et de plus réformer la structure de commandement afin de développer une dissuasion crédible dans les nouvelles régions.

Les deux questions de financement et de réformes sont étroitement liées, car la volonté des pays fondateurs de développer les investissements est probablement liée avec l'intérêt d'aborder des réformes, et le réciproquement.

Le troisième défi sera la capacité des deux organisations de maintenir leur crédibilité et leur force d'action. Il est essentiel de mobiliser les populations européennes pour la cause européenne, parce que sans soutien populaire il sera difficile de faire aboutir de nouvelles réformes de façon efficace. En outre, il est nécessaire d'aborder le rôle des organisations dans l'avenir, puis qu'elles sont créées pour établir la sécurité en Europe, et on peut se demander quelles sont leurs missions après des élargissements réussis. Dans ce domaine, les plus grandes difficultés sont à l'OTAN.

Si l'UE ont des soucis avant et pendant l'élargissement, l'OTAN peut rencontrer des difficultés après. Pour l'UE, il s'agit d'une transformation vers une structure tout à fait novatrice, mais si elle réussit, elle aura une fonction particulière dans le monde occidental. Par contre, pour l'OTAN l'élargissement ne montrerait pas des difficultés énormes, mais son rôle et sa fonction après n'est pas claire.

3.3 Deux scénarios pour l'avenir des alliances en Europe

Je propose ici, en guise de conclusion, deux scénarios pour l'avenir des alliances en Europe. Les présupposés communs des deux scénarios sont:

- Il n'existe pas de possibilité d'un retour à la neutralité dogmatique ou au nationalisme fort en Europe dans l'avenir proche, et
- les scénarios ne prennent pas en compte une dégradation totale de la Russie, puis qu'une telle évolution sera changer la situation profondément.

Dans le premier cas : les pays européens n'ont pas pu mobiliser leurs nations en faveur de l'Union, de l'intégration et d'une défense commune. On a continué les élargissements, mais dans une manière successive avec des étapes. Dans les pays candidats, les opinions publiques en faveur d'une adhésion ont baissé et on a connu les violences entre des minorités. Les pays du monde occidental font toujours les interventions militaires afin de maintenir la stabilité et de protéger les droits de l'homme. L'organisation des pays partenaires est construite Ad Hoc, le dirigeant est les Etats-Unis. Ces événements ont entamé les conséquences suivantes :

- L'Union européenne n'a pas créé de capacité militaire, donc elle n'a aucune fonction dissuasive et les anciens pays communistes cherchent vivement une garantie de sécurité. Ces faits sont connus et exploités par les grandes puissances du monde.
- Tant que l'élargissement des Alliances n'aura pas abouti, l'OTAN garde sa mission, mais elle cherche une nouvelle mission pour l'avenir après. La capacité dissuasive de l'OTAN est en doute et l'Europe et les Etats-Unis sont de plus en plus écartés. Les forces américaines sont en train de partir d'Europe, parce qu'elles ont des missions d'ailleurs. Le protectionnisme s'est réveillé et l'économie ralentie. L'influence de l'ONU a diminué, grâce à l'incompétence européenne.
- En Europe, les régions ont grandi et évolué considérablement. La région nordique a continué son intégration, mais les populations n'ont pas voulu voir une intégration étendue avec le reste de l'Europe. En revanche, elle a voulu maintenir un fort lien atlantique : les pays nordiques ont dû trouver une solution pour la question de sécurité.

Dans le deuxième scénario, la transformation sera plus favorable. Les Européens ont un engagement fort pour l'Union donc l'intégration est en route et l'Union européenne a une capacité dissuasive qui demeure dans une défense commune, mais surtout dans une politique cohérente. Les élargissements ont réussi et l'Europe est une puissance forte en ce qui concerne l'économie et le droit international. Dans ce cas là

- L'Europe est stable et l'UE a pris plusieurs fonctions de l'OTAN, et en même temps qu'elle a maintenu une domination sur les autres domaines politiques. Donc l'UE et l'OTAN ont pratiquement fusionner et les Etats-Unis restent engagés en Europe. Ils ont du respect pour l'Europe comme un acteur équivalent. L'Europe a reconnu que ses intérêts de sécurité commencent en dehors d'Europe et elle est bien équipée pour prendre ses responsabilités.
- Le libre marché et le commerce sont en hausse soutenant l'engagement occidental pour le tiers monde et le droit de l'homme. L'ONU est encore un acteur essentiel du monde, grâce au soutien de l'Europe. La croissance économique a aidé les pays de l'Europe orientale d'améliorer son niveau de vie et de combattre le problème de la pollution.
- Même ici, nous pouvons voir un développement fort des régions d'Europe, parce qu'il n'est pas contradictions avec l'évolution de l'union. L'importance de la nation comme institution diminue mais à long terme on peut aussi voir une marginalisation de l'Union concernant la politique quotidienne. La subsidiarité sera arrivée sur un niveau régional, ou on mieux peut conduire ce type de questions, par exemple de l'énergie, de l'agriculture et de la santé.

Il faut se demander comment faire une évolution d'intégration à long terme en Europe. Il est nécessaire d'examiner les questions culturelles comme la langue commune, les expressions culturelles et la formation qui auraient mieux traité les enjeux européens afin de donner déjà aux jeunes une attirance pour l'union. La question est pertinente puis qu'il s'agit des choses que l'on ne peut pas imposer par une politique d'Etat ou par la Commission européenne. Il est plutôt important de trouver les méthodes « down up » c'est à dire de cibler les populations dans une sens large. Est-ce que nous sommes prêts pour une telle politique ?

Bibliographie

INFORMATION OFFICIELLE

En français

La Commission européenne, « Une dimension septentrionale pour les politiques de l'Union », Bruxelles 25/11/98.

L'Union européenne, « 1999/414/PESC : Stratégie commune de l'Union européenne, du 4 juin 1999, à l'égard de la Russie », Site Internet http://europa.eu.int/eur-lex/fr/lif/dat/1999/fr_399E0414.html

L'OTAN, Qu'est-ce que l'OTAN ?, 01/01/2002, Site Internet <http://www.nato.int/bienvenu/home>

DESPORTES, Colonel Vincent, Clausewitz meurt-il à nouveau aux Etats-Unis ?, Washington, 14/01/2002, Etude de l'Attaché des forces terrestres d'Ambassade de France aux Etats-Unis.

L'Union européenne, Politique étrangère et de Sécurité commune/ Politique européenne de Sécurité et de Défense, 23/01/2002, Site Internet <http://ue.eu.int/pesc/pres.asp?lang=fr>

L'Union européenne, L'Histoire de l'Union européenne, 05/02/2002, Site Internet <http://europa.eu.int/abc/history.htm>

En suédois

Utrikesdepartementet, Regeringens deklARATION vid 1997 års utrikespolitiska debatt i riksdagen den 12 februari 1997, Site Internet <http://www.utrikes.regeringen.se/fragor/utrikespolitik/utrikesdek/1997.htm>

Försvarsmakten (Les Forces armées suédoises), Försvarsmakten och Sveriges ordförandeskap i EU, 22/11/2001, Site Internet <http://www2.mil.se/article.php?id=3328>

Utrikesdepartementet, Regeringens deklARATION vid 2002 års utrikespolitiska debatt i riksdagen den 13 februari 2002, Site Internet <http://www.utrikes.regeringen.se/fragor/utrikespolitik/index.htm>

Försvarsdepartementet (La ministère de défense suédoise), « Pressmeddelande, Vår i krigets skugga-veckobrev v. 12 », 22/03/2002, Site Internet <http://www.regeringen.se/galactica/service>

En anglais

ILVES, Thomas Hendrik, Ministre de Diplomatie d'Estonie, « Estonias main foreign policy priorities », juin 1999, Site Internet <http://www.vm.ee/euro/english/press/speeches/06riigikogu.htm>

Estonian Foreign Ministry, Estonia and the european union, 25/07/2001, Site Internet <http://www.vm.ee/eng/estoday/2001/EL-Eesti.htm>

Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Estonia, « Estonia and Nato- from partnership to membership », 17/10/2001, Site Internet XXX

ILVES, Thomas Hendrik, Ministre de Diplomatie d'Estonie, « Main Guidelines of Estonian's Foreign Policy », Address à le Parleme nte estonien 25/10/2001, http://www.vm.ee/eng/nato/kõned/Riigikogu_oct2001.htm

European Union, « Three challenges facing Europe », Speech by Romani Prodi, New York, 11/01/2002, Site Internet <http://europa.eu.int/rapid/start/cgi/guesten.ksh>

Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Estonia, « The European Commission Overturns the News of Estonija », 17/01/2002, Site Internet <http://spunk.mfa.ee/euro/english/press/pressreleases/01.17.2002EC-Estonija.html>

Swedish armed forces (Les Forces armées suédoises), Achievements within the military area of the ESPD, 22/11/2001 Site Internet <http://www2.mil.se/article.php?id=3327>

The World Factbook, CIA, 05/02/2002, Site Internet <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/geos/en.html>

Estonian Ministry of Defence, « Baltic Defence Co-operation », 02/05/2002, Site Internet http://spunk.mfa.ee/eng/nato/Baltic_defence/index.html

European Union, « The northern dimension », Update 01/03/2002, Site Internet http://europa.eu.int/comme/external_relations/north_dim/index.htm

OUVRAGES

En français

ALLAVENE Chef de bataillon (TA) Christian, Construction européenne : La problématique militaire du double élargissement de l'OTAN et de l'Union Européenne, Mémoire de géopolitique, Collège Interarmées de Défense, Paris, 2001.

CAYET Chef d'escadron Thierry, Neutralité ou non-alliance en Europe du Nord, une géopolitique de la proximité. L'exemple de la Suède et de la Finlande, Mémoire de géopolitique, Collège Interarmées de Défense, Paris, 2000.

CHAMPONNOIS/ DE LABRIOLLE, « L'Estonie », Khartala, 1997

DE NORAY Capitaine de frégate Jouslin, Défense européenne : Positionnement par rapport à l'Alliance atlantique et redéfinition des frontières, Mémoire de géopolitique, Collège Interarmées de Défense, Paris, 2000.

JURGUTIS Commandant Gediminas, Les défis de la sécurité coopérative dans la région de la mer Baltique, Mémoire de géopolitique, Collège Interarmées de Défenses, Paris, 2000.

LACOSTE Yves (Sous le directionde), Dictionnaire de Géopolitique, Flammarion 1995

LINDEVALL Lieutenant-colonel Johan, La politique de sécurité de la Suède depuis 1809, 190 sans guerre, Mémoire de géopolitique, Collège Interarmées de Défense, Paris, 2000.

En suédois

GUSTAFSSON Commandant Håkan, « Nordiskt bistånd till balterna, men med vilken ambition ? », Försvarshögskolan (CID suédois), 18/06/2001

ARTICLES DE PERIODIQUES

En français

DIAZ-BEDIA ASTOR CC Luis, « Les porte-avions européennes du XXIème siècle », La Tribune Mars 2002, n 26, pages 36-40.

ROSSEN-JÖRGENSEN CDT Jens, «Le niveau opératif de la guerre », La Tribune, n 26, mars 2002.

En suédois

HEDLUND Stefan, « Militär intervention- och sedan ? », Vårt försvar » nr 4/2001.

HUGEMARK Bo, « NATO-utvidgningen efter den 11 september », Vårt försvar » nr 4/2001.

LEIJONHJELM Jan, « Ryssland och terrorismen », Vårt försvar » nr 4/2001.

ARTICLES DE PRESSE

En français

HEISBOURG Francois, « De l'après-guerre froide à l'hyperterrorisme », Le Monde, 12/09/2001.

KOVACS Stéphane, « L'Europe de l'Est saisie d'un doute », Le Figaro, 29/11/2001

KRAUZE Jan, « Après le 11 septembre, une nouvelle Russie ? », Le Monde, 01/12/2002

ZECCHINI Laurent, « Colin Powell face au « malaise identitaire » de l'OTAN », Le Monde, 07/12/2001.

VERNET Daniel, « La Russie, dernière chance de l'OTAN ? », Le Monde, 10/12/2001

« Les Etats-Unis accusés de violer le droit de la guerre », Le Monde, 22/01/2002

NOUGAYREDE Natalie, « A Strasbourg, la Russie échappe à des sanctions... » Le Monde, 25/01/2002.

ZECCHINI Laurent, « Etats-Unis et Europe : le grand écart des budgets de défense », Le Monde, 5/2/2002

VERNET Daniel, « Trois questions à...Francois Heisbourg », Le Monde, 5/2/2002

MARION George, « Paris et Berlin : l'élargissement doit respecter le cadre budgétaire fixé », Le Monde, 05/02/2002

STROOBANTS Jean-Pierre, « Les Pays-Bas préfèrent le futur avion JSF américain », Le Monde, 05/02/2002

DE LA GRANGE Arnaud, « L'armée française perd son leadership européen », Le Figaro, 5/2/2002

DE LA GRANGE Arnaud, « Amiral Lanxade : « Pour exister, il faut un budget à 3 % du PIB », Le Figaro, 5/2/2002

DELATTRE Mélanie, « Railleries anglo-saxonnes », Le Figaro, 5/2/2002

En suédois

HOLMSTRÖM Mikael, « Regeringen stryker svensk alliansfrihet », Svenska Dagbladet, 08/10/2001, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Ettan/did_1712227.asp

HOLMSTRÖM Mikael, « Sverige står lojalt med USA », Svenska Dagbladet, 08/10/2001, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Ettan/did_1712230.asp

HOLMSTRÖM Mikael, « Nato växer under tryck från terrorn », Svenska Dagbladet, 19/11/2001, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Ettan/did_1856414.asp

JERVAS Gunnar, « Banta försvarsbudgeten ! », Svenska Dagbladet, 04/12/2001, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Brannpunkt/did_1911303.asp

WICKBOM, Ulf, « Stormakten USA kränker världen », Svenska Dagbladet, 14/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Brannpunkt/did_1993048.asp

DE GEER Sten/ JÖNSSON Kjell, « Väst är på väg att acceptera tortyr », Svenska Dagbladet, 18/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Brannpunkt/did_2007188.asp

FRESKER, Lars/ HARTVIGSSON, Björn/ KARLSEN Jan, « Stora brister i svensk säkerhet », Svenska Dagbladet, 20/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Brannpunkt/did_2012911.asp

« Fortsatt Natomotstånd i Sverige », Svenska Dagbladet, 20/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Inrikes/did_2013199.asp

« Natochefen : Europa är en militär pygme », Svenska Dagbladet, 21/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Inrikes/did_2016826.asp

BLOMGREN Jan, « Militär tillbakavisar internationell kritik », Svenska dagbladet, 22/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamisk/Inrikes/did_2017758.asp

HENRIKSSON, HOLMSTRÖM, MALMSTRÖM, « USA anklagas för brott mot folkrätten », Svenska Dagbladet, 22/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Inrikes/did_2017771.asp

BLOM, PETERSON, « von Sydow rustar för gamla hot », Svenska dagbladet, 22/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Brannpunkt/did_2017747.asp

NORDMARK Lars, « USA's vänner varnar för krig mot Irak », Svenska Dagbladet, 22/01/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Brannpunkt/did_2017751.asp

« Chris Patten kritiserar USA-politik », Svenska Dagbladet, 09/02/2002, Site Internet http://www.svd.se/dynamiskt/Utrikes/did_2073211.asp

SCHÜCK Johan, « EU-länderna långt efter USA », Dagens Nyheter , 09/03/2002, Sektion C.

En anglais

IGNATIUS David, « Europeans discount a Saddam link to Sept. 11 », International Herald Tribune, 16-17/03/2002, page 8.

LEWIS Flora, « U.S. foreign policy confuses allies », International Herald Tribune, 16-17/03/2002, page 8.

OUVRAGES INDEPENDANTES

En anglais

Jaan Tõnisson Institute, Jaan Tõnisson, Site Internet http://www.ngonet.ee/jti/jt/jt_who.html

En norvégien

SVENNEVIG Tormod Petter, Sikkerhet og samarbeid rundt Östersjøen, Den Norske Atlanterhavskomiteé, nr 10-2000. Site Internet <http://www.atlanterhavskomiteen.no/publikasjoner/sp/2000/10-2000.htm>

CONFERENCES

Conférence à Paris le 25 janvier 2002, La guerre d'Afghanistan, avec Christian Quesnot, au Sénat.

Conférence au CID, Paris, 28/02/2002. L'OTAN/ Situation et perspectives, GDI Bartels (Danemark) et Col Lebel (France).

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION	1
1. L'Estonie et la Suède	
1.1 Les données géopolitique de l'Estonie	2
1.2 Les années de l'indépendance	3
1.3 La politique de sécurité de l'Estonie	5
1.4 L'adhésion aux grandes Alliances	7
1.5 Les données géopolitique de la Suède	8
1.6 La politique de sécurité	10
1.7 Les changements de la politique de sécurité les dernières années	12
2. Les organisations occidentales	
2.1 L'UE et la PESC	16
2.2 Les élargissements	17
2.3 Les défis	18
2.3.1 La défense	19
2.3.2 L'intégration économique	20
2.3.3 La restructuration politique	21
2.4 L'OTAN après la chute de communisme	23
2.5 Les changements dans le monde	24
2.6 L'adaptation de l'OTAN	25
2.7 Les impacts sur l'OTAN	27
3. Les Conclusions	
3.1 L'Estonie et la Suède	30
3.2 L'UE et l'OTAN	31
3.3 Deux scénarios pour l'avenir des alliances en Europe	33
BIBLIOGRAPHIE	35